

Le fétichisme de l'État : mal français

Le « peuple souverain » dans l'ensemble n'a pas encore compris, malgré les enseignements quotidiens qui lui viennent des faits, combien l'État, en qui il voit une espèce de providence, est en réalité son ennemi.

Il cultive toujours ce fétichisme qui lui fut légué par le jacobinisme de 89 et qu'entretient en lui si ardemment, si tenacement et si adroitement cette gent politicienne dont les spécimens se rencontrent jusque dans les hameaux les plus reculés.

A-t-il jamais songé de quoi est fait l'État ? Quel est son rôle, sa mission historique ? Qui donc lui aurait ouvert les yeux puisque la propagande anarchiste, hélas ! est misérablement circonscrite à quelques grandes localités ?

On aperçoit l'État comme une immense administration centrale ayant des ramifications partout et qui, riche à milliards, dispense à la fois sa manne et ses emplois sur une collectivité dont chaque membre aspire, à part soi, à recevoir la manne ou à entrer dans l'ad-mi-nis-tra-tion.

Telle est la grande illusion, la grande duperie qui accable les campagnes, les bourgs et les villes et qui est pour l'Etat le plus sûr moyen de vivre aux dépens de la société.

Chacun espère individuellement tirer son épingle du jeu mais tout le monde pâtit en bloc, le pays entier s'épuise. Un moment vient où il faut s'en rendre compte : c'est lorsque les faits se gravent d'une façon indélébile sur le roc des réalités et qu'il n'y a plus à passer l'éponge ni à faire apparaître blanc ce qui est noir.

Nous sommes parvenus à ce moment où tout citoyen heurte du

pied quelque méfait de l'État, où le mal apparaît de toutes parts, où le désastre est tangible et crève les yeux.

D'un pays comme la France qui pourrait nourrir 80 millions d'habitants, l'État a fait comme un désert, à l'exception de Paris et de quelques grands centres industriels.

On annonce, statistiques en main, qu'avant un demi-siècle, la population de la France ne sera pas plus nombreuse que celle de l'Espagne dont le territoire productif n'est peut-être pas moitié du sien. Certains départements, ceux du Midi particulièrement, là où se recrutent le plus de fonctionnaires, sont déjà presque entièrement colonisés.

L'État avec son appareil pléthorique, pompe littéralement les campagnes, et comme il engendre par sa pressuration constante, par son parasitisme sans pareil au monde, d'une part un état de pauvreté générale d'autre part un esprit petit bourgeois d'épargnants et d'avares qui vivent dans la peur que le sol vienne à leur manquer, il est impossible d'entrevoir le moindre repeuplement parce que les pauvres se refusent, et avec combien de raison, à procréer des parias et que les petits bourgeois, de peur d'entamer l'or qu'ils thésaurisent, de morceler les propriétés qu'ils remembrent, n'iront pas au delà du « fils unique ». Les uns et les autres n'ont-ils pas d'ailleurs sous leurs yeux l'exemple pertinent des « rois de la République » qui sont ou des « célibataires endurcis » ou des « hommes mariés sans enfants » !

Aucune propagande repopuliste ne peut rien contre ça.

Mais, dira-t-on, si la population est peu nombreuse, la part de chacun est plus grande, le Français est un peuple riche...

Non, puisque l'État prend tout, à part ce qu'il abandonne à ses créatures des castes fonctionnaires, civiles et militaires, et ce qu'il laisse au négoce, à la banque, à l'industrie, à la grosse propriété, en un mot au *Capitalisme*.

L'État couvre le capitalisme rapace du manteau de ses institutions dites démocratiques. Sous cet écran opaque, le brigandage se déploie impunément.

Pour qu'on s'en aperçoive, il faut qu'un scandale crève la pelure. Mais n'est-il pas avéré que ce qui reste du budget, après que l'État a rémunéré ses services, va à ces brigands qui sont ses fournisseurs de guerre ?

Que reste-t-il du budget pour des services profitables à la société ? Bien peu de chose. Aussi ces services sont-ils dérisoires.

L'instruction, qu'on a baptisée « éducation », se développe-t-elle ? Nous avons le même pourcentage d'illettrés qu'il y a cinquante ans et nous battons le record d'ignorance du monde entier.

L'assistance publique est-elle servie ? Qui oserait l'affirmer quand nous voyons autour de nous l'enfance abandonnée, malheureuse, martyre, les maisons dites de correction ou mieux de « redressement » bondées de victimes promises à toutes les tortures morales et physiques, que nulle campagne de presse ne peut arrêter depuis trente ans, et dont tout le peuple adulte, par avachissement ou égoïsme féroce, se désintéresse, quand on voit aussi les filles du peuple, les femmes en général, livrées à la prostitution, et des vieillards en loques qui errent sur le pavé des villes, ces bataillons de la misère mâle et femelle que les fonctionnaires désœuvrés, repus et luisants toisent de haut lorsqu'ils ne les mettent pas à réquisition, car on réquisitionne l'humanité misérable comme on réquisitionne les bêtes.

Dira-t-on aussi que la Justice, même celle qui émane de l'institution de ce nom, est rendue ? Il faut y mettre le prix et encore faut-il faire agir des relations.

Sans argent, pas de juges, et l'absence de protections rend la justice encore plus boiteuse que ne le veut le symbole. La

Justice (avec un grand J), c'est un maquis ; l'honnête homme, s'il est pauvre, qui s'y hasarde, risque le coup d'escopette ; aussi se résigne-t-il le plus souvent à subir les coups durs que lui inflige le brigand à qui tout est permis.

Nous pourrions faire le tour de l'État et de ses institutions. Nous n'y découvririons rien qui ait un réel caractère d'humanité et de socialité. Tout est faux semblant, hypocrisie, mensonge ; tout est corruption et pourriture. Cela s'étale du reste suffisamment, cela saute assez aux yeux et aux narines pour que chacun soit édifié.

Alors, pourquoi cette religion de l'État persistante, pourquoi ce fétichisme durable à l'égard d'une puissance dont tout indique qu'elle est une puissance de mal, qu'il faut s'en défier et la combattre ?

Abandonnez, citoyens, électeurs, vos stupides croyances. L'État vivra toujours à vos dépens et vous prendra infiniment plus qu'il ne vous rendra. L'État essaiera toujours de vous maintenir dans l'esclavage, car votre esclavage est la condition *sine qua non* de l'« Ordre ».

L'État est le pire ennemi qu'une société puisse entretenir dans son sein. Moins il y a d'État, mieux la société se porte. Plus une société est composée d'hommes raisonnables, actifs, lucides, énergiques, moins l'État y apparaît. À la limite de l'intelligence, il doit s'effacer totalement.

Soyons donc des hommes intelligents et raisonnables. Travaillons à en former autour de nous. Aidons aux yeux qui s'ouvrent à voir clair en grand.

[/Rhillon/]